

## Suivi des crédits aux entreprises à la Guadeloupe au 30 septembre 2013

À fin septembre 2013, l'encours total des crédits aux entreprises de Guadeloupe<sup>1</sup>, déclarés au Service central des risques (SCR) de la Banque de France, enregistre une légère baisse sur le trimestre (-0,5 %) pour atteindre 4,3 milliards d'euros. Cette évolution est liée à une diminution des crédits mobilisables (-5,2 %). Les concours mobilisés, qui concentrent 88 % de l'encours total, sont pour leur part relativement stables sur trois mois (+0,2 %) : la baisse du crédit-bail (-7,9 %) et des crédits titrisés (-5,4 %) est compensée par la hausse des crédits court terme (+4,5 %) et moyen long terme (+0,2 %). En revanche, sur un an, l'encours global des crédits aux entreprises progresse de 1,2 %, bénéficiant de la croissance des crédits mobilisés (+1,8 %).

Les secteurs des activités immobilières, du soutien aux entreprises et du commerce captent plus des trois quarts des financements (80 %). Le secteur de l'immobilier, premier bénéficiaire de l'activité de crédit (41 % de l'encours total), continue de reculer (-1,7 % sur trois mois après -1,1 % en juin 2013). Les encours alloués aux activités de soutien aux entreprises (30 % de l'encours total) suivent la même tendance sur le trimestre (-0,9 %) mais restent dynamiques sur un an (+7,2 %). L'activité de crédit en faveur du secteur du commerce (9 % de l'encours total) se contracte de nouveau tant en rythme trimestriel (-2,1 %) qu'annuel (-8,2 %), en raison notamment des difficultés persistantes observées sur le marché automobile.

Parmi les autres secteurs financés, les efforts d'investissement des entreprises du secteur de la construction semblent se redresser (+12,3 % sur trois mois et +10,2 % sur un an). Néanmoins, cette hausse résulterait pour une large part d'investissements de renouvellement, les chefs d'entreprises interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM faisant état d'un courant d'affaires significativement en retrait dans le secteur du BTP au troisième trimestre.

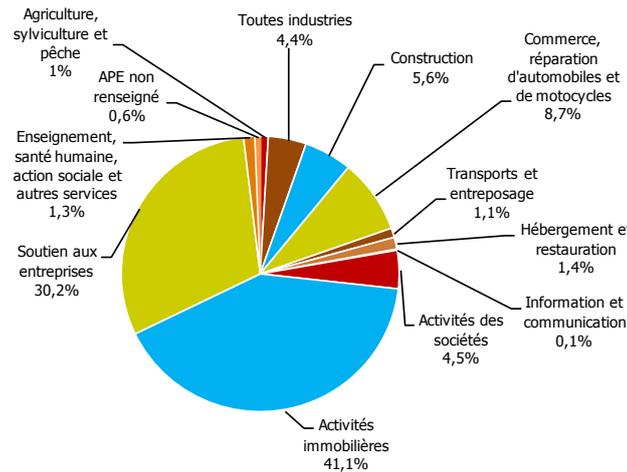
Par taille d'entreprises, les grandes entreprises (GE) concentrent 28,4 % du total des encours mobilisés contre 13,1 % pour les petites et moyennes entreprises (PME) et 9,2 % pour les très petites entreprises (TPE). L'encours des crédits mobilisés des GE et des PME renoue avec une croissance positive à fin septembre, tandis que les engagements des TPE restent en berne (-1,4 % sur trois mois après -4,2 % en juin 2013). Sur un an, seuls les engagements mobilisés des grandes entreprises demeurent bien orientés (+9,3 %).

## LES ENCOURS DE CRÉDITS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

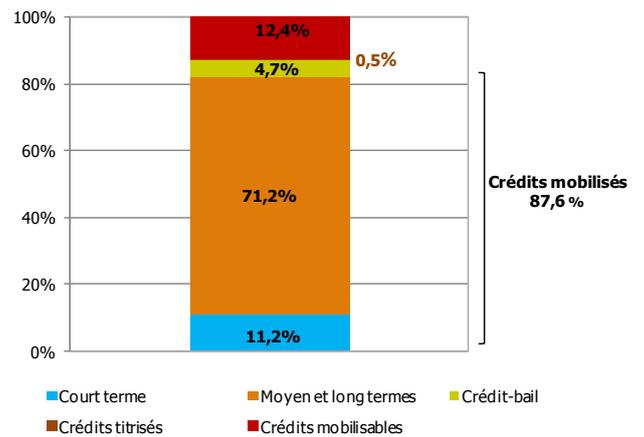
En millions d'euros	Crédits mobilisés			Crédits mobilisables			Crédits mobilisés et mobilisables		
	Encours	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Encours	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Encours	Glissement trimestriel	Glissement annuel
Agriculture, sylviculture et pêche	38,0	18,8%	5,3%	2,6	-44,2%	-26,8%	40,6	10,8%	2,4%
Toutes industries	163,3	-3,6%	-3,2%	28,8	-0,2%	18,1%	192,1	-3,1%	-0,5%
<i>dont industrie manufacturière</i>	<i>75,5</i>	<i>-5,1%</i>	<i>-2,9%</i>	<i>11,6</i>	<i>-0,6%</i>	<i>8,6%</i>	<i>87,1</i>	<i>-4,5%</i>	<i>-1,5%</i>
Construction	138,6	22,8%	23,1%	103,8	0,8%	-3,3%	242,5	12,3%	10,2%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	306,4	-2,5%	-8,8%	70,6	-0,3%	-5,4%	377,0	-2,1%	-8,2%
Transports et entreposage	42,5	-5,5%	-12,8%	5,3	-6,8%	24,0%	47,9	-5,7%	-9,8%
Hébergement et restauration	55,7	-0,5%	-4,8%	4,1	-3,3%	24,7%	59,8	-0,7%	-3,2%
Information et communication	5,3	1,1%	-8,9%	0,8	21,5%	24,9%	6,1	3,5%	-5,4%
Activités des sociétés	175,6	5,6%	1,1%	19,7	-0,3%	-11,3%	195,3	4,9%	-0,3%
Activités immobilières	1 604,6	-0,7%	1,0%	179,4	-9,9%	-18,5%	1 784,0	-1,7%	-1,4%
Soutien aux entreprises	1 195,9	-0,3%	4,9%	117,4	-6,0%	37,6%	1 313,3	-0,9%	7,2%
Enseignement, santé humaine, action sociale et autres services	53,0	-2,3%	8,0%	3,6	-11,3%	-11,3%	56,7	-2,9%	6,6%
APE non renseigné	26,2	0,1%	31,9%	0,8	73,3%	-57,2%	27,0	1,3%	24,7%
<b>Total</b>	<b>3 805,3</b>	<b>0,2%</b>	<b>1,8%</b>	<b>536,9</b>	<b>-5,2%</b>	<b>-2,7%</b>	<b>4 342,2</b>	<b>-0,5%</b>	<b>1,2%</b>

<sup>1</sup> Les données de mars 2013 d'un établissement de crédit de la place ont été reportées à fin juin 2013.

## Répartition des crédits par secteur d'activité

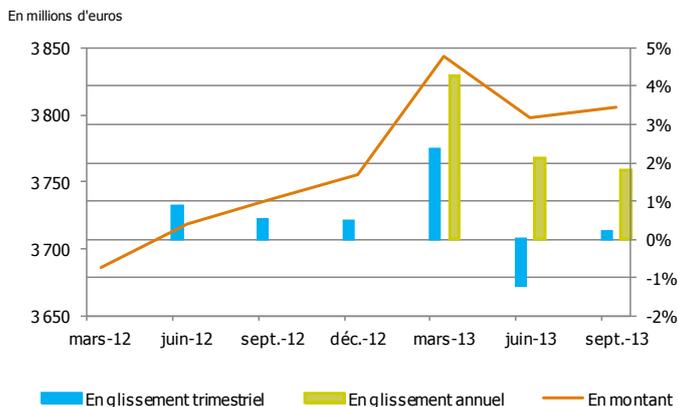


## Répartition des crédits par terme

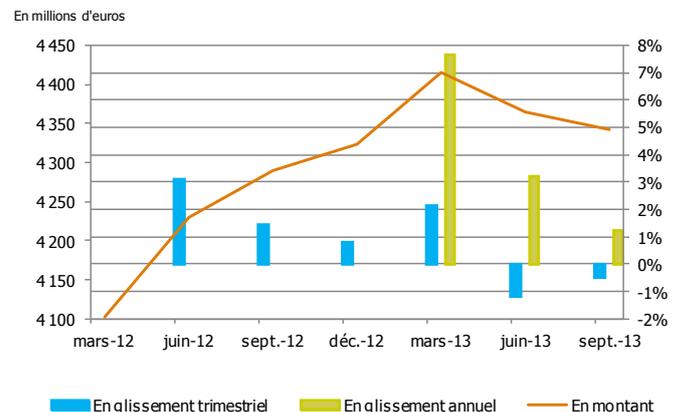


## Évolution des crédits mobilisés et des crédits totaux

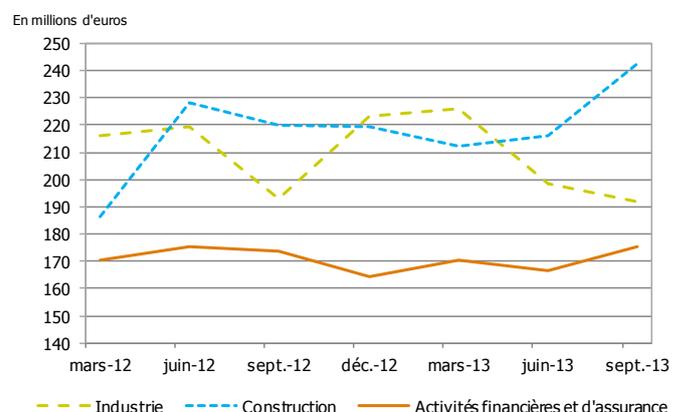
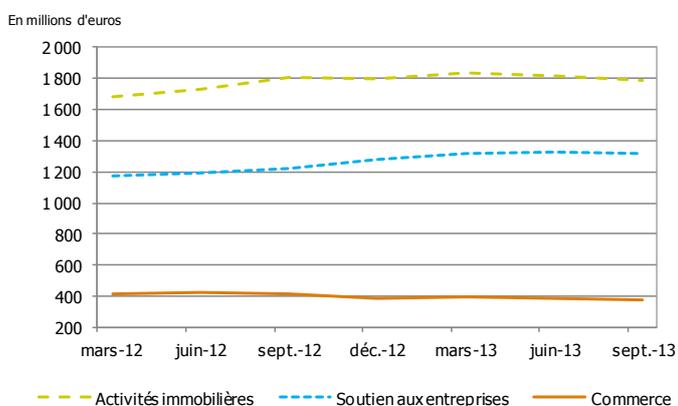
Évolution des crédits mobilisés



Évolution des crédits totaux



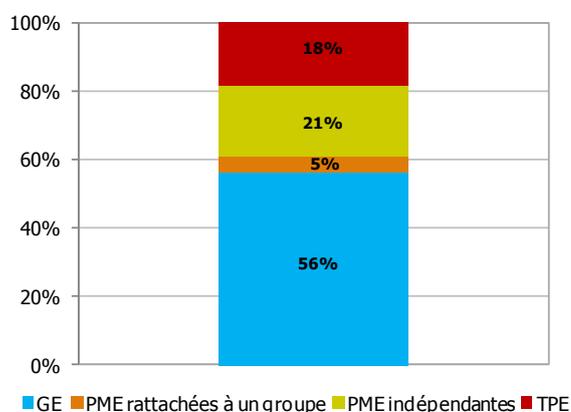
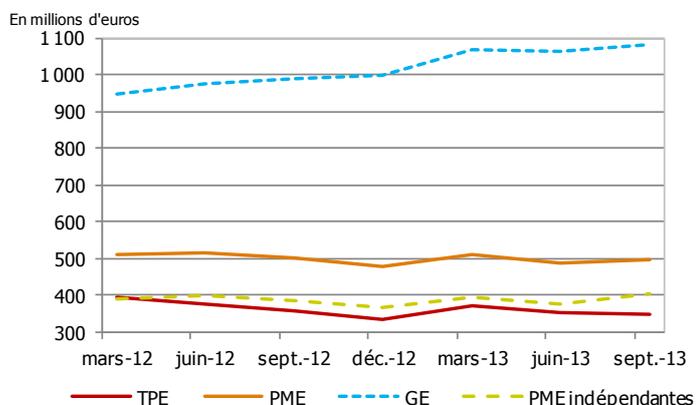
## Évolution des crédits totaux dans les principaux secteurs d'activité



## LES ENCOURS DE CRÉDITS PAR TAILLE D'ENTREPRISES

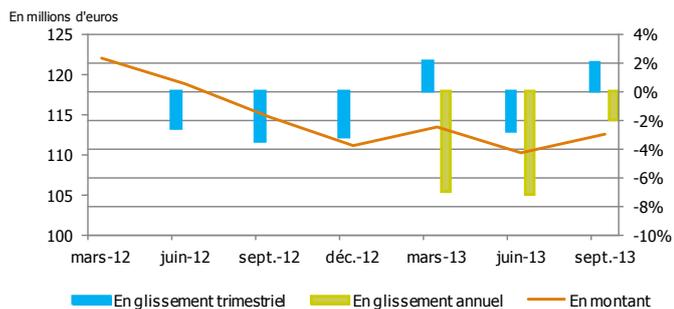
En millions d'euros	Nombre d'entreprises au 30/09/13	juin-12	sept.-12	déc.-12	mars-13	juin-13	sept.-13	Glissement trimestriel	Glissement annuel
Crédits CT		45,5	37,5	41,1	41,1	47,2	54,0	14,4%	44,0%
Crédits MLT		925,4	948,7	952,9	1 023,5	1 015,2	1 024,2	0,9%	8,0%
Crédit-bail		0,4	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	91,1%	-0,5%
Divers		2,1	2,0	1,8	1,7	1,6	1,5	-7,5%	-24,4%
<b>Total GE</b>	<b>20</b>	<b>973,4</b>	<b>988,4</b>	<b>996,0</b>	<b>1 066,5</b>	<b>1 064,2</b>	<b>1 079,9</b>	<b>1,5%</b>	<b>9,3%</b>
Crédits CT		171,8	177,4	147,7	151,9	171,8	195,2	13,7%	10,1%
<i>dont PME indépendantes</i>		115,5	119,7	92,0	92,2	112,5	148,1	31,6%	23,7%
Crédits MLT		281,0	265,7	272,6	295,4	257,1	251,1	-2,3%	-5,5%
<i>dont PME indépendantes</i>		266,2	250,2	259,4	281,7	242,7	235,4	-3,0%	-5,9%
Crédit bail		63,2	58,0	57,6	60,6	56,7	50,4	-11,1%	-13,0%
<i>dont PME indépendantes</i>		18,4	17,7	18,1	20,1	21,0	20,5	-2,0%	16,3%
Divers		1,9	1,7	1,5	1,5	1,1	1,0	-10,8%	-40,5%
<b>Total PME</b>	<b>483</b>	<b>517,9</b>	<b>502,8</b>	<b>479,4</b>	<b>509,4</b>	<b>486,8</b>	<b>497,8</b>	<b>2,3%</b>	<b>-1,0%</b>
<i>dont PME indépendantes</i>	<b>418</b>	400,2	387,6	369,5	394,1	376,1	404,0	7,4%	4,3%
Crédits CT		118,8	114,7	111,1	113,5	110,3	112,5	2,0%	-1,9%
Crédits MLT		204,4	192,8	176,4	204,0	194,3	189,6	-2,4%	-1,7%
Crédit bail		47,3	43,0	40,7	46,9	44,5	42,3	-5,0%	-1,6%
Divers		7,4	6,7	6,2	5,6	5,1	4,7	-7,0%	-29,6%
<b>Total TPE</b>	<b>3 191</b>	<b>377,9</b>	<b>357,2</b>	<b>334,4</b>	<b>369,9</b>	<b>354,2</b>	<b>349,2</b>	<b>-1,4%</b>	<b>-2,3%</b>
<b> Holding et administrations d'entreprises</b>	<b>77</b>	<b>179,2</b>	<b>179,1</b>	<b>174,9</b>	<b>177,4</b>	<b>173,2</b>	<b>165,0</b>	<b>-4,7%</b>	<b>-7,9%</b>
<b> Activités immobilières</b>	<b>2 301</b>	<b>1 596,7</b>	<b>1 631,3</b>	<b>1 631,3</b>	<b>1 670,0</b>	<b>1 657,9</b>	<b>1 641,3</b>	<b>-1,0%</b>	<b>0,6%</b>
<b> Divers</b>	<b>609</b>	<b>73,4</b>	<b>79,2</b>	<b>139,0</b>	<b>50,3</b>	<b>61,3</b>	<b>72,2</b>	<b>17,8%</b>	<b>-8,8%</b>
<b>TOTAL crédits mobilisés</b>	<b>6 681</b>	<b>3 718,4</b>	<b>3 737,9</b>	<b>3 755,0</b>	<b>3 843,5</b>	<b>3 797,6</b>	<b>3 805,3</b>	<b>0,2%</b>	<b>1,8%</b>
<b>Total crédits CT</b>		475,6	477,9	438,7	441,2	464,9	485,9	4,5%	1,7%
<b>Total crédits MLT</b>		2 971,9	3 004,5	3 064,8	3 147,8	3 087,6	3 093,0	0,2%	2,9%
<b>Total crédit-bail</b>		241,8	228,1	225,8	230,5	223,4	205,9	-7,9%	-9,7%
<b>Total crédits titrisés</b>		29,1	27,3	25,7	23,9	21,6	20,5	-5,4%	-25,1%
<b>TOTAL crédits mobilisables</b>		<b>510,6</b>	<b>551,7</b>	<b>567,8</b>	<b>572,5</b>	<b>566,3</b>	<b>536,9</b>	<b>-5,2%</b>	<b>-2,7%</b>
<b>TOTAL</b>		<b>4 229,0</b>	<b>4 289,6</b>	<b>4 322,8</b>	<b>4 416,0</b>	<b>4 363,9</b>	<b>4 342,2</b>	<b>-0,5%</b>	<b>1,2%</b>

## Évolution et répartition des crédits mobilisés par taille d'entreprises

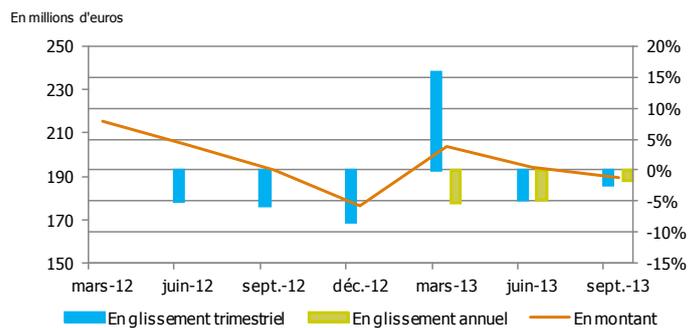


## Évolution des crédits mobilisés des TPE par terme

TPE : évolution des crédits à court terme

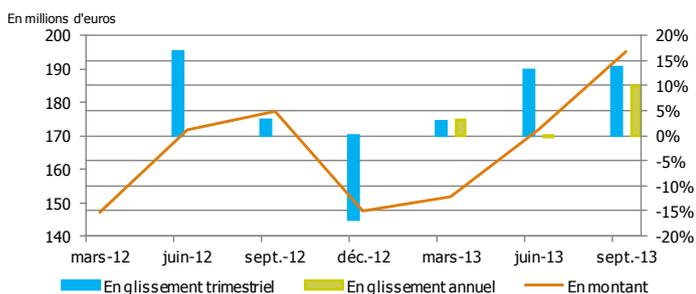


TPE : évolution des crédits à moyen terme

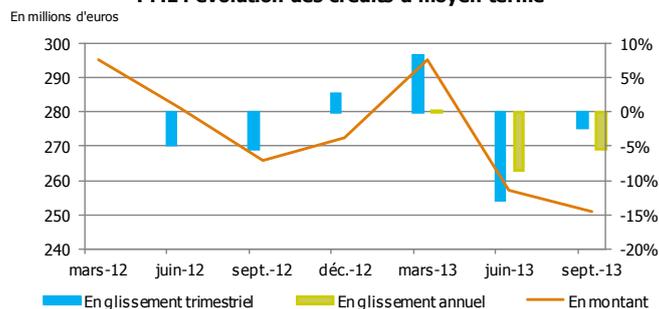


## Évolution des crédits mobilisés des PME par terme

PME : évolution des crédits à court terme

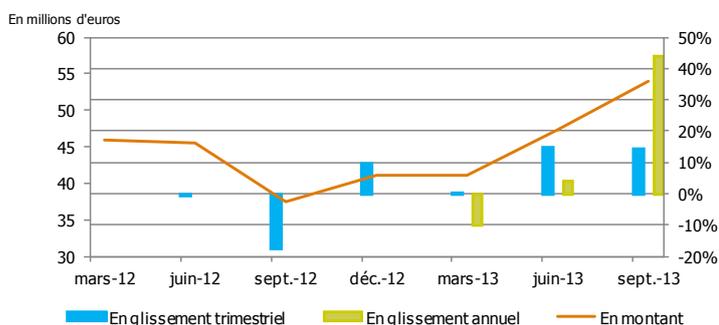


PME : évolution des crédits à moyen terme

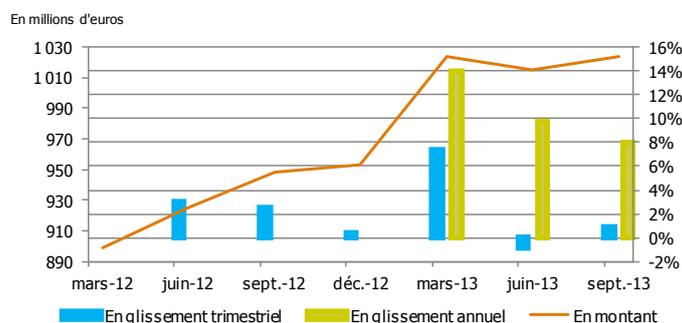


## Évolution des crédits mobilisés des GE par terme

GE : évolution des crédits à court terme



GE : évolution des crédits à moyen terme



### MÉTHODOLOGIE

Les données utilisées sont établies à partir des déclarations des établissements de crédit au Service central des risques (SCR) de la Banque de France, dès lors que les concours accordés aux entreprises localisées dans les départements d'outre-mer ou les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin dépassent le seuil de 25 000 euros. Les déclarations portent sur les crédits mobilisés (comprenant les crédits à court terme, à moyen et long terme, le crédit-bail et les crédits titrisés) et les crédits mobilisables (partie non utilisée des crédits confirmés et des crédits documentaires, ainsi que la partie non disponible des crédits en compte d'affacturage). Concernant les entrepreneurs individuels, seuls les encours professionnels sont déclarés.

Les entreprises sont classées en plusieurs catégories (classification figée sur un an) en combinant plusieurs critères :

- les **Grandes entreprises** (GE) : sont celles dont le niveau d'activité est supérieur ou égal à 50 millions d'euros ou dont l'encours de crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) est supérieur à des niveaux sectoriels (correspondant au plus fort endettement, calculé au niveau du 95<sup>e</sup> centile), ou dont le maximum de l'encours de crédits mobilisables sur les 12 derniers mois dépasse 20 millions d'euros ;
- les **Petites et moyennes entreprises** (PME) : sont celles dont le niveau d'activité est compris entre 1,5 et 50 millions d'euros ou dont l'encours de crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) est supérieur à 1 million d'euros ;
- les **Très petites entreprises** (TPE) : sont celles dont le niveau d'activité est inférieur à 1,5 million d'euros, sous réserve que l'encours des crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) soit inférieur à 1 million d'euros et le maximum de l'encours mobilisable ne dépasse pas 20 millions d'euros.

Par ailleurs, des regroupements spécifiques sont effectués pour isoler les holdings et les entreprises du secteur « activités immobilières ».

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)